

Dans la plupart de ces Etats, il existe de par la loi, un fonds d'accident, sous le contrôle du gouvernement et auquel chaque patron doit contribuer. L'administration de la loi et de ce fonds d'accident est confiée à une commission dont les pouvoirs sont très étendus et dont la décision est finale. Quelquefois sur une question de droit, l'appel est permis. C'est la commission qui supporte les frais médicaux et pharmaceutiques. Il n'existe pas de tarif médical. Certains Etats ont fixé le montant qui doit être payé pour les soins médicaux. Mais ce montant est très élastique, puisque la commission a le pouvoir de l'augmenter ou de le diminuer si elle le juge nécessaire. Dans d'autres Etats, le montant des frais médicaux n'est pas fixé d'avance; la loi dit simplement que l'ouvrier a droit aux soins médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers jusqu'à la consolidation de sa blessure, et le paiement de ces frais incombe à la commission.

Au Canada⁽¹⁾, à chaque province est laissé le droit de légiférer sur les accidents du travail. Il n'y a que trois provinces qui ne se sont pas pourvues de ce droit: l'Île du Prince-Edouard, la Saskatchewan, et le Yukon. Dans toutes les autres provinces, excepté Québec, les lois sur les accidents du travail sont basées sur les législations du groupe germanique. Dans Ontario, la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie Britannique, la responsabilité du chef d'entreprise a fait place à la responsabilité collective qui existe en Allemagne et en Autriche. Tout chef d'entreprise est obligé, suivant le nombre d'ouvriers qu'il emploie et l'industrie qu'il exploite, de verser un certain montant qui doit aider à constituer un fonds d'assurance sous le contrôle de l'Etat. La loi des accidents du travail de chacune de ces provinces, de même que le fonds d'assurance, est administré, par une commission nommée par le Gouvernement. C'est la commission qui fixe et perçoit les primes d'assurance, qui enquête et juge les réclamations et qui accorde une indemnité. Dans toutes ces matières, le jugement de la commission est final, excepté au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Ecosse où sur une question de droit et avec l'autorisation d'un juge, l'appel peut être permis. Chacune de ces lois prévoit par un article spécial que l'aide médical doit être payé. Le plus souvent c'est la commission qui est autorisée de défrayer, à même le fonds d'accident auquel tous les patrons contribuent, les dépenses encourues par les soins médicaux. Quelquefois la commission permettra au patron de prendre à sa charge les frais médicaux et réduira par ce fait sa prime d'assurance. Il y a cependant deux provinces, l'Alberta et la Colombie Britannique, où le chef d'entreprise peut, pour défrayer les dépenses médicales, retenir sur les gages de ses ouvriers un certain montant approuvé par la commission.

(1) —Gazette du travail, juin 1920.